

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Après la décision de Monsieur Monnard de démissionner, décision que nous avons validé ce soir dans son immédiateté, le groupe socialiste tient à revenir sur certains faits, qui sont d'ailleurs très bien résumés dans le rapport du Conseil communal et dans ses annexes.

L'expression qui dit que "la meilleure défense, c'est l'attaque" est aujourd'hui battue en brèche. En effet, elle est indigne d'un directeur des finances qui, pour tenter maladroitement de masquer ses propres manquements, charge outrageusement son chef de service, les employés sous sa responsabilité, ses collègues, la Commission financière, sa propre sous-commission, le Conseil général, le Service du Canton et pourquoi pas aussi, tant qu'on y est, la fatalité.

Enfin, ce soir, grâce à cette démission inéluctable, nous pouvons commencer à tourner l'une des pages les plus sombres de l'histoire de notre Ville, même si les dégâts sont considérables et qu'il faudra du temps, de l'énergie, des sacrifices pour retrouver une situation financière saine.

Nous le disions, lors de notre séance du 3 mars, je cite : "cette affaire sans précédent nous oblige à mettre en place les garde-fous indispensables à la poursuite des missions que la population nous a confiées en nous élisant."

Le Conseil communal a déjà pris des décisions en prévoyant les mesures adéquates pour qu'une telle situation ne puisse plus se reproduire, en impliquant notamment davantage le Service financier, lors de ses séances hebdomadaires. D'ailleurs, le règlement général prévoit, dans son article 138bis que si le Contrôle financier est rattaché administrativement parlant au Dicastère des finances, il est autonome par rapport à ce dernier et donc qu'il dépend du Conseil communal dans son ensemble. C'est un pas dans la bonne direction qui ne sera cependant évidemment pas suffisant pour rétablir la confiance ébranlée de la population et des employés communaux à l'égard des autorités et surtout pas suffisant pour que les finances communales retrouvent les chiffres noirs.

C'est évidemment sur le rétablissement de cette confiance et sur le redressement des finances que notre temps et notre énergie seront mobilisés durant les prochains mois, voire les prochaines années.

Si la démission de Monsieur Monnard est un soulagement pour tous, elle ne suffit pas à résoudre les défis qui nous attendent et à expliquer les sacrifices qui devront être consentis, parce que sacrifices, il y aura. Et ce n'est évidemment pas la situation la plus confortable, pour les élus que nous sommes, de devoir couper dans les prestations, de renoncer à des projets porteurs et de faire payer cet échec aux employés communaux qui travaillent à l'année longue pour le bien commun. C'est en effet inacceptable que ce soit au personnel communal de payer les erreurs institutionnelles que cette crise engendre. Mais, cette crise est aussi et surtout maintenant une crise financière. Il faut impérativement que le Conseil communal et les employés communaux, avec l'appui des syndicats trouvent ensemble des solutions qui puissent apaiser cette colère légitime. Sans le soutien du personnel, aucune réforme n'est possible car ce sont eux qui sont au contact direct avec la population, qui sont sur le terrain et qui peuvent, et vont, contribuer à nous donner des pistes pour les améliorations.

Nous tenons encore à dire que la péjoration des finances de la Ville s'explique aussi par une baisse importante et inquiétante des recettes fiscales. Ce sont près de CHF 10 millions de rentrées, essentiellement sur les personnes morales, que notre collectivité a perdu, en l'espace de trois ans.

Les dysfonctionnements, dont il est question ce soir, ne sont en rien responsables de la dégradation des recettes des personnes morales. Par contre, elles ont induit le Conseil communal, le Conseil général et la Commission financière en erreur. Si nous avions été informés à temps, le budget 2014 aurait été construit sur d'autres bases et nous aurions, dès le second semestre 2014, pris les mesures d'économie qui s'imposaient. L'élaboration du budget 2015 aurait été radicalement différente. Les erreurs, commises essentiellement par une seule personne, ont clairement aggravé la situation, en transformant un problème de recettes en un problème de charges.

C'est encore plus difficile, pour nous, élus de gauche, de devoir prendre des décisions qui heurtent nos engagements; des décisions qui nous auraient fait bondir, il y a quelques mois encore, mais que nous devons, pour certaines, mettre en place pour sauver notre Ville de la tutelle de l'Etat. Etre sous tutelle de l'Etat serait la pire des démissions pour les élus communaux que nous sommes. Si cela devait être le cas, nous n'échapperions pas à une hausse massive des impôts, à des coupes imposées dans les prestations et à des licenciements probables d'employés communaux.

Le prochain Conseil général sera dédié aux comptes et au budget révisé. Il donnera lieu à de multiples prises de parole sur ces choix. Celui de juin sera essentiellement consacré aux mesures touchant le personnel communal. Nous ne souhaitons donc pas allonger, ce soir, le débat, car d'autres débats auront encore lieu dans cette enceinte.

Le groupe socialiste tient cependant à réaffirmer sa confiance dans notre potentiel commun de sortir notre Ville de cette crise et à remercier l'ensemble des personnes qui croient en notre capacité à nous relever et à continuer à œuvrer pour le bien commun.

Comme vous l'aurez compris, le groupe socialiste prendra acte du rapport d'information qui nous est soumis ce soir.